

Les retraités de la Métallurgie



ufr

N° 91

WWW.FTM-CGT.FR/RETRAITES-UFR

SEPTEMBRE/OCTOBRE 2025

Les retraités seront-ils les grands sacrifiés du budget 2026 ?



De nouvelles mobilisations sont indispensables !

Page 2

Editorial

Page 3

Quelle Sécurité sociale au 21^e siècle ?

Pages 4 & 5

60^e anniversaire de Renault Le Mans Palestine

Pages 6 & 7

Intervention de Stéphane FLEGEAU à l'Assemblée nationale (extrait)

Page 8

Justice fiscale

Page 9

26 novembre : lancement du 14^e congrès de l'UFR

Page 10

Gaza : Flottille de la liberté

Page 11

Culture : présentation de 3 livres



FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS DE LA MÉTALLURGIE CGT

263, rue de Paris, Case 433, 93514 Montreuil Cedex

Tél : 01.55.82.86.20 □ Fax : 01.55.82.86.53 □ e mail : ufr@ftm-cgt.fr □ site : www.ftm-cgt.fr

Directeur de publication : Stéphane FLEGEAU □ Rédaction : Jacques BAUQUIER

Bimestriel - prix : 1 € □ Abonnement annuel : 6 € □ Imprimé par Rivet Editions, Limoges

Commission paritaire 1128 S 06644 □ ISSN 2802- 902X



AIDANT

**Vous êtes
un aidant ?
Nous sommes
là pour vous
soutenir !**



Nous proposons des solutions concrètes et un accompagnement sur mesure. Avec notre ligne dédiée, vous pourrez bénéficier d'écoute et de conseils adaptés à vos besoins.

**Scannez et découvrez
l'accompagnement
dont vous bénéficiez**



**malakoff
humanis**

SANTÉ - PRÉVOYANCE - RETRAITE - ÉPARGNE

**Fabien GACHE**

Membre du Conseil National de l'UFR métallurgie

LE BUDGET 2026, UN CHOIX DE SOCIÉTÉ CONTRE LA SOLIDARITÉ

Les débats à l'Assemblée nationale autour du projet de loi de financement de la Sécurité sociale et du budget de l'État pour 2026 confirment une orientation sans surprise : celle d'une politique néolibérale obstinée, au service exclusif du capital.

Les plus hauts revenus, les actionnaires et les multinationales continuent d'être épargnés par un système fiscal injuste, dopé aux exonérations, aux aides publiques sans condition et aux dividendes records.

Pendant ce temps, le monde du travail est une nouvelle fois sommée de payer la facture.

Ce budget amplifie les inégalités.

Les retraités seront directement touchés : désindexation des pensions sur l'inflation, hausse des franchises médicales, gel du barème de l'impôt sur le revenu, suppression de l'abattement fiscal de 10 %, autant de mesures qui dégradent leur niveau de vie et fragilisent encore le pouvoir d'achat des ménages.

Au-delà des chiffres, c'est un véritable choix de société qui se dessine.

En réduisant les financements des services publics, des communes et des associations, le gouvernement sape les solidarités, affaiblit la cohésion sociale et conforte la logique du « chacun pour soi » au profit du marché. Cette stratégie vise à neutraliser toute aspiration collective et démocratique.

Le soutien affiché du patronat, du centre et des droites au Rassemblement national, révèle une inquiétante convergence : celle d'un projet où la démocratie est un obstacle à contourner.

C'est le rapport de force social qui déterminera le budget.

Face à ce modèle de violence sociale et autoritaire, les débats parlementaires doivent être placés sous la surveillance des salariés et des retraités.

La CGT réaffirme la nécessité d'engager de nouvelles mobilisations, seule solution pour faire bouger les lignes.

Défendre nos droits sociaux, c'est défendre une société solidaire et démocratique, au service du bien commun.

QUELLE SÉCURITÉ SOCIALE AU 21^E SIÈCLE ?

Le 7 octobre 2025 chez Renault Trucks à Vénissieux, s'est tenue l'initiative commune des sections CGT Actifs et Retraités sur le thème :
« Quelle Sécurité sociale au 21^e siècle ? »

1. POURQUOI TENIR UNE INITIATIVE AUTOUR DES 80 ANS DE LA SÉCU ?

Parce qu'on l'aime, notre sécu !!

C'est une protection sociale unique et essentielle pour tous les français, encore plus pour les personnes fragiles !

« Une véritable conquête ouvrière et collective, dont on doit la concrétisation au ministre communiste Ambroise CROIZAT ainsi qu'aux militants de la CGT ».

Nous tenions à fêter les 80 ans de la Sécurité sociale, mais pas seulement.

Nous pensons qu'il est nécessaire, voire impératif, de nous exprimer nous tous salariés, retraités, jeunes et moins jeunes sur ce dont nous avons besoin en matière de protection sociale aujourd'hui en lien avec un projet de société solidaire et universel.

Après avoir visionné une vidéo sur la sécu, nous avons eu un débat franc, ouvert et sans tabou sur la protection sociale : comment nous la vivons, quels sont nos besoins, comment nous la voyons, nos craintes et les possibles.

Nous étions 40 participants.

(C'est la section retraitée qui a été à l'origine de cette initiative et elle s'y est beaucoup investie !)



2. EN QUOI CE SUJET RESTE D'IMPORTANCE POUR LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE RENAULT TRUCKS ?

Les salariés de Renault Trucks sont concernés par le fait qu'ils sont aussi parfois malades, ont des soins réguliers (optique, maladies chroniques, etc..) parfois en lien avec leurs conditions de travail. Exemple : postures, charge, les Risques Organisationnels et Relationnels (alias nommés RPS par nos Directions...)

On a rappelé que l'espérance de vie des ouvriers (on en a beaucoup chez Renault Trucks) était inférieure de 5 ans à celle des cadres !

Nous sommes également concernés par le fait que les déremboursements / transferts de coûts sur les mutuelles affectent les contrats, appelés régulièrement à être renégociés.

A cela, s'ajoutent les projets de nos gouvernants pour « faire des économies » (doubler les franchises, limiter les transports par exemple) qui affectent, pour finir, le pouvoir d'achat, voire pour les plus fragiles, limitent l'accès aux soins.

Et en ces temps tourmentés politiquement, notre sécu est l'objet de tant d'attaques, accusée de participer au déficit de notre pays, qu'il est toujours bon de rappeler son origine, son histoire, et de défendre son avenir !

3. QUELLES SUITES DONNER À CETTE INITIATIVE ?

On pense, par exemple, profiter des supports d'affichages de l'exposition sur la Sécurité sociale que nous avons commandée auprès de l'IHS, pour refaire une courte session de « rattrapage » dans des locaux plus près des bâtiments tertiaires de notre établissement.

Afin d'augmenter, pour les prochaines initiatives, la participation des salariés, nous allons nous interroger sur la communication et le format.

On pense également à réaborder le sujet en partant peut-être de la lecture d'une fiche de paie, sous l'aspect « les cotisations, pour quoi faire ? » ou quelque chose comme ça. Également reparler et sensibiliser sur le sujet des accidents du travail.

Hélène COTTEN
Membre du Conseil National de l'UFR

60 ANS D'HISTOIRE, D'ENGAGEMENT ET DE LUTTES

La section retraités CGT Renault Le Mans a fêté son 60^e anniversaire

4

UNE TRIPLE CÉLÉBRATION : 60, 80 ET 130 ANS DE LUTTES SOCIALES

Le 6 septembre 2025, la section syndicale des retraités CGT Renault Le Mans a fêté ses 60 ans d'existence. Un anniversaire qui s'est inscrit dans une année symbolique : **130 ans de la CGT et 80 ans de la Sécurité sociale**.

Autant de repères historiques qui rappellent combien l'histoire du mouvement ouvrier s'est construit dans la durée, par l'action collective et la solidarité.

Une initiative qui a rassemblé plus de 150 personnes

Au fil de la journée, en présence de Philippe Martinez ancien SG de la CGT, Denis GRAVOUIL membre du bureau confédéral de la CGT, de Stéphane FLEGEAU secrétaire général de la FTM CGT et de Fabrice Garnier secrétaire général de l'UD CGT 72.

Par ailleurs, Gilbert GARREL, Président de l'Institut d'Histoire Sociale de la confédération CGT a présenté l'exposition sur les 130 ans de la CGT. Emmanuel DE-FOULOY, auteur du livre « Ambroise Croizat, justice sociale et humanisme en héritage » a dédié son ouvrage pour illustrer l'exposition sur les 80 ans de la Sécurité sociale.

Ce moment a aussi été l'occasion d'un débat (plus de 80 personnes étaient présentes) sur :

« **Quel avenir pour l'industrie automobile ?** » avec Denis BRÉANT et Jean-Philippe JUIN, animateurs du collectif automobile CGT de la Fédération, et Pierre LEFLAIVE, représentant l'Association Réseau Action Climat.

Débat interactif qui s'est ouvert sur un constat : l'industrie automobile française traverse une crise profonde.

En Sarthe, les effectifs sont passés de 30 000 à 10 000 emplois en vingt ans. À l'échelle nationale, la production a chuté de 3 millions à 1,35 million de véhicules entre 2007 et 2024, tandis que les importations ont bondi de 60 %. Depuis 2017, 170 000 emplois ont disparu, sous l'effet des délocalisations et des restructurations.

Le débat a permis de montrer que cette situation n'était pas liée à la transition vers l'électrique ou à la concurrence chinoise, mais à la politique des marges

démesurées avec les délocalisations des secteurs de fabrication et d'ingénierie (visant la baisse du prix du travail), accompagnée d'une montée en gamme et des prix de vente (+65 % en vingt ans). Ceci a pour conséquence une aggravation des inégalités avec des voitures plus chères, moins accessibles, plus lourdes et plus polluantes ayant pour corollaire un vieillissement du parc automobile avec un âge moyen de 11,2 ans !

Chacun a pu mesurer que ce « verdissement par le luxe conduisait à une impasse sociale et écologique et qu'il était nécessaire de repenser la filière : produire local, développer les transports collectifs, garantir l'accès à une mobilité durable et populaire, et concilier progrès social et exigences environnementales.

Enfin, cette journée s'est conclue par un dîner spectacle.

UNE FÊTE PRÉPARÉE COLLECTIVEMENT

Cette initiative s'est concrétisée par **l'implication de toutes et tous**, retraités et actifs confondus du syndicat Renault Le Mans et par l'engagement financier de la **coordination CGT du groupe Renault et de l'Association pour une mémoire sociale et militante à Renault Le Mans**. Association, qui, à l'occasion du centenaire de Renault Le Mans, a édité un livre « 100 ans d'histoire sociale et militante à Renault Le Mans ».

Cette journée a marqué l'histoire de la section syndicale et la place des retraités dans la CGT et plus globalement dans la société.

UNE HISTOIRE PIONNIÈRE DANS LA MÉTALLURGIE

Dès 1965, les camarades du Mans décident de créer une section de retraités. À l'époque, peu de syndicats avaient franchi le pas. Après La Ciotat, Maubeuge ou Hispano-Suiza, **Renault Le Mans devient un des pionniers** d'un syndicalisme qui reconnaît pleinement la place des retraités dans la vie collective.

Cette création s'inscrit dans la continuité d'un syndicalisme qui refuse la verticalité :

Être ni devant, ni derrière, mais avec les travailleuses et travailleurs.

C'est cette conception du syndicalisme qui a permis à la CGT Renault Le Mans d'atteindre plus de **3000 adhérents à la fin des années 1970** et de marquer durablement l'histoire sociale locale et nationale.

LA RETRAITE : UN TEMPS D'ACTION ET D'ÉMANCIPATION

Nos aînés ont toujours affirmé que la retraite n'était **ni un repli, ni une fin**, mais **un nouveau départ**. La fin du travail salarié ne met pas fin à la réflexion, à la culture, à la citoyenneté ni à la lutte. C'est un temps pour **accéder à la culture, aux loisirs, aux débats**, pour s'investir dans la vie de la cité et continuer **à agir pour le bien commun**.

Cesser une activité ne supprime ni la mémoire, ni les savoirs, ni la capacité d'analyse. Chaque retraité est porteur d'une histoire et d'une expérience collective précieuse.

Les retraités, une force sociale incontournable

En 1945, l'espérance de vie des hommes était de 59 ans ; elle atteint aujourd'hui 78 ans. Le nombre de retraités est passé de **6,5 millions en 1960 à plus de 17 millions en 2023**. Ce poids démographique transforme profondément la société.

Pourtant, les retraités sont trop souvent pris pour cible :

- Gel ou désindexation des pensions,
- Hausse des impôts,
- Remises en cause des droits acquis.

Près de 2 millions vivent sous le seuil de pauvreté, et plus de 8 millions ont un revenu inférieur à 1 930 € par mois.

Cette initiative a permis de rappeler également que face aux attaques et aux caricatures médiatiques, **les retraités ne sont pas des nantis, ils sont la mémoire et une force importante du monde du travail**.

UNE SECTION VIVANTE, TOURNÉE VERS L'AVENIR

De 25 adhérents en 1965 à plus de 300 aujourd'hui, la section n'a cessé d'évoluer. Elle compte désormais **près d'une soixantaine d'adhérentes**, reflet de la féminisation progressive du monde ouvrier.

Les assemblées générales annuelles rassemblent régulièrement plus d'une centaine de personnes, qui sont preuve de la vitalité de l'organisation.

L'activité revendicative y va de pair avec la convivialité

avec une **commission loisirs et animation** qui continue de faire vivre l'esprit collectif cher à la CGT.

« *Combiner action sociale et activités de vie, c'est prolonger la lutte dans la joie.* » **Joseph CARMAGNOLLE**, UFR CGT, 1983

UNE CONTINUITÉ SYNDICALE EXEMPLAIRE

La section retraités entretient depuis toujours un **lien fort avec le syndicat des actifs**.

Ce travail de transmission et de continuité syndicale est essentiel :

il garantit **la passerelle entre générations**, le partage d'expériences et la cohésion de l'organisation.

LA RETRAITE N'EFFACE PAS L'ENGAGEMENT : ELLE LE PROLONGE.

Faire vivre la mémoire, combattre les régressions

Célébrer les 60 ans, c'est aussi affirmer notre volonté de **résister aux réécritures de l'histoire**, aux discours de division et de guerre, à la banalisation du racisme et de la xénophobie.

Les retraités ne sont pas une force d'appoint : **ils sont un moteur du progrès social**, capables de peser dans le débat public et dans le rapport de force.

60 ANS DE LUTTES, DE SOLIDARITÉ ET D'AVENIR PARTAGÉ... ET TOUJOURS DEBOUT !

Fidèle à 60 ans d'histoire, la section syndicale des retraités Renault Le Mans poursuit son action pour **transmettre la mémoire, nourrir la réflexion, agir pour le progrès social** :

- Parce que personne n'est jamais trop âgé pour défendre ses droits.
- Parce qu'il n'y a pas d'âge pour militer.
- Parce que la retraite, c'est la vie et la lutte continue !

Mêler l'expérience du monde d'hier au quotidien du monde présent, c'est construire l'espoir du monde de demain.

Fabien GACHE
Membre du Conseil National de l'UFR

Prise de parole de Stéphane FLEGEAU pour le 80^e anniversaire de la création de la Sécurité sociale à l'Assemblée nationale

6

EXTRAIT :

Le 4 octobre 1945, le gouvernement provisoire présidé par le Général de Gaulle, publiait une ordonnance créant la Sécurité sociale.

Ambroise CROIZAT, qui présidait la commission du travail et des affaires sociales à l'Assemblée consultative provisoire, relata ce moment : *« l'ordonnance du 4 Octobre 1945, à laquelle est à juste titre, attaché le nom d'un ami qui nous est commun à tous, M. Alexandre Parodi, a été le produit d'une année de travail, au cours de laquelle des fonctionnaires, des représentants de tous les groupements et de toutes les organisations intéressées, des membres de l'Assemblée consultative provisoire, dont certains font partie de la présente Assemblée, ont associé leurs efforts pour élaborer un texte que le gouvernement de l'époque a, en définitive, consacré conformément à l'avis exprimé par 194 voix contre 1 à l'Assemblée consultative ».*

C'est l'acte fondateur. Cela dépassait toutes les formes antérieures liées à la charité, à des secours et de ce qui était resté lettre morte : le principe de solidarité sociale dans la déclaration des droits de l'homme de 1793 [...]

Cet acte fondateur n'est pas venu par hasard, il est l'œuvre des résistants et du Conseil National de la Résistance qui déclarait dans son programme : « un plan complet de Sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'État ».

Ambroise CROIZAT en fut en tant que président de la Commission du Travail et des Affaires Sociales, avec Pierre LAROQUE premier directeur de la Sécurité sociale et Georges BUISSON rapporteur du projet, l'artisan politique de son contenu [...]

Ambroise CROIZAT, dirigeant de la Fédération de la CGT de la métallurgie, avait joué un rôle considérable lors des accords du Front Populaire et avait mis en place des réalisations sociales. En quelques mois, l'Union syndicale des métallurgistes de la Région parisienne,

qui comptait en 1935 quelques 10 000 adhérents, en revendique près de 250 000 à la fin de l'année 1937 [...]

Un ensemble de structures voit le jour, administrées par l'Union Fraternelle de la Métallurgie (UFM), créée par l'Union Syndicale des Travailleurs de la Métallurgie de la Seine en 1938 :

- Maison des métallurgistes accueillant une bibliothèque, des salles de réunions, de sport et de musique ;
- Mutuelle des métallurgistes et la caisse primaire des métallurgistes pour les assurances sociales ;
- Polyclinique avec cabinet dentaire, centre de radiologie, service dédié aux soins des enfants, rue des Bluets, Paris XI^e – qui accueillera un service de chirurgie et une maternité à partir de 1947 ;
- Colonie de vacances à Vouzeron (Cher), puis un aérarium pour les enfants ;
- Parc de loisirs à Baillet (Val d'Oise).

Ambroise CROIZAT bénéficia d'un rapport de forces considérable, celui de la CGT et du parti communiste français devenu le premier parti de France à la libération. Concrètement, dès qu'il fut ministre du Travail et de la Sécurité sociale en novembre 1945, il fit en sorte que cette ordonnance ne reste pas lettre morte [...]

En fait, plus loin que l'ordonnance du 4 octobre 1945, par une loi du 22 mai 1946 portant généralisation de la Sécurité sociale et la loi du 13 septembre 1946 qui ne fut ni un hasard, ni un acte anodin ; elle se situa dans un moment où le débat va s'engager entre partisans et détracteurs d'une Sécurité sociale pour tous.

Ce 4 octobre 1945 ouvrait donc un vaste chantier que CROIZAT mis en œuvre dès qu'il fut ministre de la Sécurité sociale et du Travail. Je le cite : « cette Sécurité sociale, née de la terrible épreuve que nous venons de traverser, appartient et doit appartenir à tous les français et à toutes les françaises sans considération politiques, philosophiques, religieuses. C'est la terrible crise que notre pays subit depuis plusieurs générations, qui lui impose ce plan national et cohérent de sécurité ».

Il eut l'immense mérite de refuser l'idée de l'Etatisation de la Sécurité sociale et de l'impôt, comme forme de financement permettant d'exonérer le patronat de toute cotisation.

Ambroise CROIZAT était un constructeur [...] Après la victoire du Front Populaire, où les métallos CGT de la Région parisienne mirent en place toute une panoplie de droits en matière de protection sociale [...] il n'en fit pas une affaire de quelques-uns, il la fit avec la population et le monde du travail de l'époque : il s'appuya sur les organisations de la CGT [...]

Il imposa une Sécurité sociale dans son unicité, la sortant de la caisse unique de toutes les structures diverses et particulières existantes tenues par le patronat, des collectivités locales, des notables divers et variés, les congrégations religieuses ; tout ce beau monde qui dominait les assurances sociales de l'époque très inégalitaires selon les caisses.

Les Français ne tardèrent pas à se rendre à l'évidence de son efficience : la Sécurité sociale était née et elle apportait dans un pays détruit par la guerre et l'occupation les réponses immédiates en matière de santé, de retraites, d'allocations familiales et en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

Aujourd'hui, les réalisations sociales mises en place par les métallos parisiens, existent toujours et sont mises en œuvre par deux associations de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT.

L'association Ambroise CROIZAT santé : qui gère l'hôpital Pierre Rouques, la maternité Les Bluets dans le 12^e arrondissement, de secteur 1, et qui réalise 3100 à 3200 accouchements par an, 1000 à 1200 ponctions ovocytaire et 800 IVG ; le site Netter dans le 12^e arrondissement, de secteur 1, qui permet des consultations gynécologiques sans dépassement d'honoraire [...]

L'association Ambroise CROIZAT social et médicosocial : qui gère trois centres de services et de rééducation professionnelle : le centre Suzanne Masson dans le 12^e arrondissement, le centre Jean Pierre Timbaud à Montreuil et le centre de Vouzeron dans le Cher qui proposent des formations diplômantes dans les secteurs administratif, informatique, électronique et industriel, adaptées aux besoins spécifiques des apprenants [...]

Elle propose également une offre de formations continues pour adultes, salariés et demandeurs d'emploi, à des tarifs accessibles, renforçant ainsi l'inclusion sociale, économique et citoyenne.

Chaque année ce sont 900 à 10.000 stagiaires accueillis avec un taux de réussite de 90 % et un taux d'insertion autour de 60 %. Cela fait la démonstration qu'il est possible d'avoir une Sécurité sociale professionnelle comme le porte la CGT.

Ces deux associations, à but non lucratif, gérées par la CGT emploient 500 salariés et continuent de répondre aux besoins grandissant de la population en matière de santé et de « réparation » des salariés [...]

Aujourd'hui, la Sécurité sociale est en danger avec la volonté du président de la République, des gouvernements successifs et du patronat de dépecer ce que les Français considèrent comme la plus belle conquête sociale. Alors qu'en France les dividendes versés du CAC 40 n'ont jamais été aussi importants, 100 milliards en 2024, que le taux de marge des entreprises de la métallurgie a atteint un niveau historique de 34 à 35 %, et que les entreprises touchent chaque année 211 milliards d'aides publiques sans contrôle ni contrepartie, on voudrait nous faire croire qu'il y a un problème de financement de la Sécurité sociale. Le problème c'est le coût du capital et non le coût du travail [...]

Depuis les ordonnances de 1967, patronat et gouvernement s'emploient à retirer des mains des travailleurs cette Sécurité sociale pour la remettre dans les mains du capital. Rappelons-nous la déclaration de Denis KESSLER en 2007, « le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer » Nous y sommes [...] A nous, salariés et retraités de relever le défi et d'empêcher que cette ordonnance de 1945 soit jetée aux orties.

Au nom de la Fédération de la Métallurgie et en tant que Secrétaire Général, nous sommes honorés qu'Ambroise CROIZAT, ministre des Travailleurs et ancien Secrétaire Général de la Fédération de la Métallurgie, qui aura marqué la vie politique de notre pays par son engagement au service du peuple de France soit reconnu dans l'hémicycle où la Sécurité sociale a été votée.



**La triple peine pour les retraités :
Un budget inacceptable !**

**Justice fiscale
Taxer les milliardaires, pas les pensionnaires !**

Le budget 2026 présenté par le gouvernement est d'une violence sociale inédite et dans lequel les retraités sont particulièrement attaqués et sévèrement pénalisés.

1. Gel et désindexation des retraites !

En gelant les retraites en 2026, ce sont deux années (2025 et 2026) qui seront à 0 %, puisque l'augmentation du 1^{er} janvier est pour couvrir l'inflation de l'année précédente.

De plus, en désindexant les retraites vis-à-vis de l'inflation jusqu'en 2030, les retraités vont subir une nouvelle perte de leur pouvoir d'achat déjà bien entamé au cours des 10 dernières années, que l'on estime à 3 mois de pertes subies.

Conséquence : avec 1,4 % d'inflation non compensée en 2025, un retraité avec 1500 € mensuels perdrait 252 € par an à partir de 2025, soit + de 500 € sur 2025 et 2026.

Et si l'on ajoute 0 % d'augmentation de l'AGIRC – ARRCO en 2025 ! Faites vos comptes !

2. Année blanche ou année noire ?

Le gel du barème des impôts en 2026 va se traduire par une hausse de notre impôt sur le revenu.

200 000 foyers jusqu'alors non imposables le deviendraient !

Avec le gel du barème de la CSG, de nombreux retraités dispensés de CSG devraient la payer, d'autres actuellement au taux réduit (3,8 %) passeraient au taux moyen (6,6 %) alors que d'autres basculeraient au taux plein (8,3 %).

3. Suppression de l'abattement fiscal de 10 % : tous perdants !

Le gouvernement veut remplacer, pour les retraités, la déduction fiscale de 10 % par un abattement forfaitaire de 2000 €. Il affirme de façon mensongère que les « petites retraites » (moins de 1625 €) seront gagnantes. En réalité, avec le gel du barème, tous les retraités paieront plus d'impôts !

Le gouvernement estimant qu'il va y gagner 1 Milliard €

Taxation des mutuelles

La hausse de la taxe sur les mutuelles va encore faire grimper leurs tarifs alors que de nombreux retraités ne peuvent déjà plus suivre les augmentations à répétition !

Poursuivre les mobilisations pour une véritable justice sociale et fiscale en exigeant :

- La revalorisation de toutes les pensions de retraite (bases et complémentaires) de 10 % ;
- Le maintien de l'abattement fiscal de 10 % ;
- La revalorisation des prestations sociales à minima du niveau de l'inflation ;
- L'abandon du doublement des franchises médicales ;
- Le maintien et le développement des services publics sur l'ensemble du territoire ;
- L'abrogation pure et simple de la réforme des retraites de 2023 et le retour à la retraite à 60 ans.

26 NOVEMBRE 2025 : LANCEMENT DU 14^E CONGRÈS DE L'UFR MÉTALLURGIE

La préparation du 14^e congrès de l'UFR métaux s'inscrit dans le processus de luttes qui est engagé depuis la rentrée sociale.

Face aux attaques patronales et gouvernementales sans précédent, contre les droits conquis des salariés et retraités et dans les politiques d'austérité et d'injustices sociales et fiscales contenues dans le Projet de Loi de Finances de la Sécurité sociale 2026, actifs et retraités ont besoin de mieux travailler ensemble pour construire un rapport de forces à la hauteur des enjeux.

MIEUX TRAVAILLER LE LIEN ACTIFS - RETRAITÉS

Dans cette perspective, gagner les convergences d'intérêts et de luttes entre actifs et retraités, nous invite à réfléchir à la construction d'une organisation plus efficace et plus forte en territoire, pour travailler les enjeux de protection sociale, de reconquête industrielle et de services publics de proximité, de continuité syndicale et de renforcement CGT.

Avec 17 millions de retraités en France dont 1,4 million de retraités de la métallurgie, ils constituent une force sociale à part entière dans le combat que mène la CGT, afin de mieux organiser, rassembler, mobiliser et lutter pour la satisfaction de nos revendications et de nouvelles conquêtes sociales.

C'est la raison pour laquelle la 1^{ère} journée du 14^e congrès de l'UFR va être consacrée à la vie syndicale et revendicative de notre organisation au cours de laquelle actifs et retraités débattront des sujets suivants :

Accueil de 8h30 à 9h00

Matin : Table ronde pour un débat sur :

- Mieux travailler le lien Actifs / Retraités
- Quelle qualité de vie syndicale ?
- Création de sections syndicales retraités dans les entreprises
- Faire vivre au quotidien la continuité syndicale
- Création de syndicats départementaux ou locaux pour rassembler les syndiqués métaux isolés.

Après-midi : Table ronde pour un débat sur :

- De quel syndicalisme intergénérationnel avons-nous besoin ?
- Quelle est l'utilité d'un syndicalisme retraité ?
- Convergences de luttes et construire des revendications spécifiques. Exemples : défendre notre système de protection sociale / revendiquer une Sécurité sociale intégrale avec au cœur les cotisations sociales pour des retraites par répartition et solidaires.

16h45 – 17h00 : Conclusions de Stéphane FLEGEAU

INSCRIVEZ-VOUS par mail : vie.syndicale@ftm-cgt.fr

L'objectif de ce 1^{er} jour de congrès est de réunir 60 % d'actifs et 40 % de retraités pour un minimum de 200 participants.

GAZA : FLOTTILLE DE LA LIBERTÉ MERCİ À CEDRIC, MERCİ À LA CGT !

10

Le 11 septembre 2025, notre camarade Cédric CAUBERE, secrétaire général de l'UD de Haute-Garonne, a embarqué du port de Catane en Sicile, sur la flottille de la liberté à destination de Gaza, avec de nombreux autres militants associatifs et journalistes.



Les objectifs de cette action non-violente étaient de créer un corridor humanitaire pour aider les populations de Gaza en dénonçant le génocide, et d'œuvrer pour la levée du blocus israélien de Gaza.

Même si ces objectifs n'ont pas été atteints, en revanche, la mobilisation s'est amplifiée.

Avec d'autres membres de la flottille, leur bateau a été intercepté par l'armée israélienne au mépris du droit international et ils ont été emmenés de force en Israël où ils ont été détenus plusieurs jours.

De retour à Paris, son témoignage est précieux :

- Il a dénoncé la défaillance du gouvernement français, son inertie et son absence de réaction. Ce dernier n'a rien fait alors que la flottille a été bombardée par des drones israéliens dans les eaux grecques. Ce gouvernement qui ne dénonce pas le fait de génocide (alors qu'à Gaza : « ... c'est une classe d'enfants qui est exterminée par semaine, depuis deux ans ... ») et son absence de sanctions vis-à-vis d'Israël.
- Il a insisté sur le nécessaire envoi de forces d'interposition pour protéger les Palestiniens.
- Il a rappelé que des actions sont possibles en mettant la pression par envoi de courriers de la confédération au ministère des Armées, en utilisant les instances européenne (Confédération Européenne des Syndicats) et internationale (Confédération Syndicale Internationale).
- Il a encouragé à poursuivre les rassemblements et les actions pour la paix contre la guerre.

Car : « [...] en se battant pour la Paix on se bat réellement pour nos conditions de vie au quotidien ! [...] C'est une attente forte de nos collègues de travail ».

Pour aller plus loin, retrouvez son témoignage complet en cliquant sur ce QR Code et n'hésitez pas à le partager le plus largement possible :





Les irresponsables de Johann CHAPOUTOT (304 pages)

Quand les forces de répression avertissent qu'elles ne pourront faire face à un soulèvement généralisé, le pouvoir, qui ne repose sur aucune base électorale, décide de faire alliance avec l'extrême droite, avec laquelle il partage, au fond, à peu près tout, et de l'installer au sommet. Cette histoire se déroule en Allemagne, entre mars 1930 et janvier 1933. Elle repose sur une lecture des archives politiques, des journaux intimes, correspondances, discours, articles de presse et Mémoires des acteurs et témoins majeurs. Elle révèle non pas la progression irrésistible de la marée brune, mais une stratégie pour capter son énergie au profit d'un libéralisme autoritaire imbu de lui-même, dilettante et, in fine, parfaitement irresponsable.



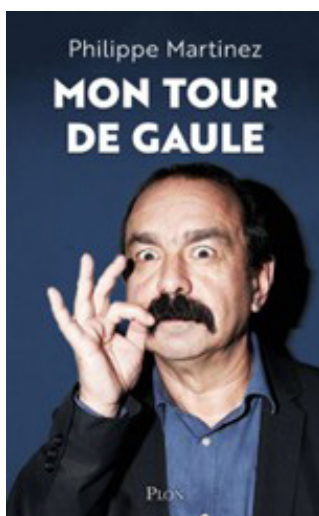
Le grand détournement de Matthieu ARON et Caroline MICHEL - AGUIRRE (212 pages)

C'est un hold-up sans arme ni violence, réalisé au cœur du nébuleux système des aides aux entreprises. Le montant total de ce coup de pouce ? 270 milliards. Plus de trois fois le budget de l'éducation. Vingt-sept fois celui de la justice.

Problème : ce déluge d'argent public est versé sans aucune contrepartie. Et, pour une bonne part, enrichit multinationales aux profits déjà mirobolants qui n'hésitent pas à licencier ou grandes fortunes.

Des dizaines de rapports budgétaires décryptés, des centaines d'heures d'entretiens avec des hauts fonctionnaires et des responsables politiques de premier plan... Cette enquête nous plonge au cœur d'un système qui, de l'aveu même d'éminents libéraux, est devenu incontrôlable.

Alors que l'État est surendetté et que les Français sont appelés à faire des sacrifices, il est temps de lever le voile sur ce grand détournement.



Mon tour de Gaule de Philippe MARTINEZ (272 pages)

Syndicaliste pragmatique, se défiant des experts et des idéologues, y compris au sein de sa propre organisation, Philippe Martinez a toujours préféré aux tribunes médiatiques le terrain et l'écoute des travailleurs. Dans son Tour de Gaule, il livre un témoignage unique sur l'action syndicale, dont les grands mouvements nationaux, très médiatisés, ne forment que la partie émergée, et sur la surdité des élites, incapables d'entendre la voix des citoyens.

À travers des récits, des portraits et des anecdotes, il dépeint avec vigueur, humanité et humour, une France du travail diverse et contrastée, offrant un témoignage incarné de ce que peut être le syndicalisme : une lutte qui, loin de se cantonner au refus de tout changement, se mène contre les fermetures d'usines, pour la reprise d'activité et l'éclosion de nouveaux projets industriels dans des régions fortement touchées par le contexte économique actuel.

Au gré de ce tour de Gaule, Philippe Martinez évoque également des combats personnels, ses efforts pour concilier « fin du monde et fin du mois » en ouvrant un dialogue fécond et inédit entre la CGT et les organisations écologistes, son souci d'accueillir la parole des femmes victimes de discriminations et son rejet absolu de l'extrême-droite qui trouve ses racines dans une histoire familiale traversée par la guerre civile espagnole et l'expérience de l'émigration vers la France.